

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

Demande faite dans le cadre de l'examen au cas par cas 'plans-programmes' défini à l'article R122-18 du code de l'environnement, au titre des articles R104-28 à R104-33 du code de l'urbanisme

1. Intitulé du projet

Procédure concernée <i>(ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)</i>	Type de document <i>(ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)</i>	Territoire concerné
Modification n°1 du PLU	Plan local d'urbanisme (communal)	Saint-Marcellin

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	-
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	-

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur Jean-Michel REVOL, Maire de Saint-Marcellin
Courriel	Dossier suivi par : Monsieur Thierry ANGELIER, Directeur général des services de Saint-Marcellin Mail : Thierry.ANGELIER@saint-marcellin.fr Monsieur Guy CHEVALLIER, Directeur des services techniques de Saint-Marcellin Mail : Guy.CHEVALLIER@saint-marcellin.fr Monsieur Igor VOLOVIK, Responsable Urbanisme et Projets de Saint-Marcellin Mail : igor.volovik@saint-marcellin.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Saint-Marcellin
Nombre d'habitants concernés (<i>au dernier recensement général de la population</i>)	8 133 habitants (INSEE, RP 2015)
Superficie du territoire	7.81 km²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

L'objectif poursuivi par cette procédure est de :

- **Ouvrir à l'urbanisation la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes,**
- Réaliser, le cas échéant, des ajustements mineurs lors de la rédaction détaillée du dossier de modification et/ou corriger des erreurs matérielles.

Annexe I : délibération de lancement de la Modification n°1 du PLU

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Cette modification s'appuie sur les orientations fixées par la commune dans le cadre de la révision générale de son PLU, qui ont fait l'objet d'un débat en conseil municipal en date du 26 février 2018. Le **PADD du projet de PLU** fixe notamment comme orientation d'organiser une offre d'espaces économiques dédiés autour de la zone d'activités du Plateau des Echavagnes, en s'appuyant sur la mobilisation du foncier disponible et l'organisation d'une extension de la zone d'activités.

Parallèlement, Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté a réalisé une démarche afin d'organiser la répartition du foncier économique sur le territoire intercommunal. En effet, le **SCOT de la région urbaine de Grenoble** approuvé le 21 décembre 2012 définit une offre maximale d'espaces dédiés à l'accueil d'activités économiques sur le territoire Sud Grésivaudan. Ainsi, il a été estimé un besoin foncier de 70 ha pour le Sud Grésivaudan sur les 690 ha inscrits à l'échelle de la région urbaine grenobloise, laissant le soin à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de procéder à la répartition de cette enveloppe de foncier mobilisable. Cette répartition va se traduire par la validation prochaine d'un protocole de répartition du foncier économique, commune par commune. Pour la ville de Saint-Marcellin, le dimensionnement de l'enveloppe foncière liée à l'extension des secteurs à vocation économique s'appuie sur les orientations du SCOT, déclinées à l'échelle intercommunale par un projet de **protocole de répartition du foncier à vocation économique**, en lien avec une vision globale du développement économique à l'échelle du Sud Grésivaudan.

→ **L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes s'inscrit dans le cadre de ces orientations.**

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes nécessite de modifier les pièces suivantes du PLU en vigueur :

- **Le plan de zonage**

La zone « AU » est reclassée en zone « AUib » et un nouvel emplacement réservé (n°27) est défini en vue d'aménager une frange paysagère et une desserte piétonne.

- **L'orientation d'aménagement**

Une nouvelle orientation d'aménagement est définie sur le secteur de la « Zone d'activités du Plateau des Echavagnes », correspondant au périmètre de l'ancienne zone « AU » devenue « AUib ». Cette orientation d'aménagement définit les principes d'aménagement qui s'appliquent sur la nouvelle zone ouverte à l'urbanisation.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Non.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui – Le SCOT de la région urbaine de Grenoble → Le SCOT de la région urbaine de Grenoble a été approuvé le 21 décembre 2012. Ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions de la Loi Grenelle 2.
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non A noter le projet de DTA (ou de DTADD) des Alpes du Nord.

- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 ▪ SAGE Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence, en cours d'élaboration (les tendances et scénarios ont été validés en juin 2017)
---	---

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Le rapport de présentation du dossier de Modification n°1 du PLU fournit une **analyse détaillée du potentiel mobilisable dans les zones d'activités existantes**. Elle met en avant le fait que le foncier disponible est réduit et ne permet pas l'accueil d'une activité économique ayant des besoins significatifs en matière de foncier économique.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes permet de développer une offre économique dédiée **en cohérence avec les objectifs de maîtrise de la consommation d'espace édictés par le SCOT de la région urbaine de Grenoble**. A ce titre, des objectifs chiffrés de consommation d'espace ont été fixés par Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, dans le cadre d'un **protocole de répartition du foncier économique**. L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) s'inscrit dans le cadre de ce protocole et permet donc de s'assurer de la maîtrise de la consommation du foncier économique.

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<i>Sans objet (évolution ponctuelle du PLU).</i>
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Sur le plan économique, les choix de développement économiques définis à l'échelle intercommunale s'appuient sur les orientations du SCOT de pérenniser et développer l'économie. Pour contribuer au rééquilibrage des territoires , une répartition de la surface maximale d'espaces économiques prévue à l'horizon 2030, est définie par secteur : 70 ha à l'échelle intercommunale.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Le projet prévoit une consommation d'espace à vocation économique limitée à 2,4 ha, soit environ 0,3% de la superficie du territoire communal.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	<p>Le potentiel constructible en matière économique s'organise autour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ De la requalification de plusieurs sites économiques situés dans l'enveloppe urbaine : les activités localisées en partie nord de la rue Lafontaine, l'« îlot Legrand » (avenue de Romans) et le tissu économique en entrée de ville ouest. Il s'agit d'un processus de long terme. ▪ Du projet de « pôle gare », permettant accueillir une offre économique à dominante tertiaire. Il s'agit d'un processus de moyen à long terme. ▪ Du foncier disponible dans la zone d'activités des Echavagnes et du Plateau des Echavagnes. Ce potentiel ne permettant pas d'accueillir des entreprises ayant des besoins significatifs en matière de foncier économique, il est nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les</i>	Le rapport de présentation du dossier de Modification n°1 du PLU fournit une analyse détaillée des incidences de l'ouverture à

espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...).

l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes.

En résumé, il convient d'indiquer que cette ouverture à l'urbanisation n'a pas d'incidences ou a des incidences limitées sur :

- **L'agriculture** (maintien de l'équilibre économique de l'exploitation agricole)
- **La consommation foncière** (une superficie ouverte à l'urbanisation de 2,4 ha ce qui représente 0,3% de la superficie du territoire communal)
- **Les milieux naturels, terrestres et aquatiques** (la zone "AU" se situe en dehors de tout périmètre de protection et aucune continuité écologique n'a été identifiée au titre de la Trame verte et bleue)
- **La ressource en eau** (malgré une imperméabilisation du sol, l'ouverture à l'urbanisation de la zone « AU » n'aura pas d'impact sur les eaux superficielles car les eaux pluviales seront préférentiellement gérées à la parcelle. Aucune incidence significative sur les eaux souterraines car on ne recense aucun captage d'eau potable sur la commune de Saint-Marcellin)
- **L'urbanisme et l'aménagement** (développement de l'activité en continuité immédiate de la ZA existante et en réponse à un développement économique équilibré à l'échelle intercommunale & compatibilité avec le SCOT de la Région urbaine de Grenoble qui a identifié ce secteur comme un espace économique dédié aux seules activités économiques)
- **Le patrimoine et l'archéologie** (la zone « AU » à vocation économique ne se situe pas à l'intérieur ou à proximité d'un secteur concerné par une sensibilité archéologique)
- **Les nuisances sonores** (la zone « AU » n'est pas impactée par les grands axes)
- **L'air, le climat et l'énergie** (une liaison douce est assurée aux abords de la gare et le long de la rue de la Plaine. Desserte motorisée : la zone « AU » se situe à environ

	<p>950 mètres du péage de l'A49 qui constitue l'axe routier principal. Les voies d'accès à la zone « AU » traversent des zones d'activités existantes)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les risques et la sécurité (aucun aléa naturel n'a été identifié sur le secteur d'ouverture à l'urbanisation & absence de PPRT) ▪ Le paysage (Incidence liée à l'évolution d'un paysage agricole en paysage urbain. Incidence maîtrisée par le traitement paysager qui se traduit par la mise en place d'un nouvel emplacement réservé et d'une orientation d'aménagement) ▪ Les déchets et matériaux (pas de remodelage du terrain car absence de dénivelé et gestion des déchets en lien avec les équipements existants (déchetteries,...)) ▪ Les sols et sous-sols (absence d'incidence : aucun ancien site industriel (BASIAS), ni de pollution des sols (BASOL))
--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		Non	Aucune ZNIEFF de Type 1 ni de type 2 n'est identifiée sur le secteur d'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes, ou à proximité immédiate.
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à

(réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?			urbaniser non indiquée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe : <ul style="list-style-type: none"> - ni sur un corridor régional identifié par le SRCE, ou à proximité immédiate, - ni sur un corridor biologique ou sur l'un des 3 réservoirs de biodiversité complémentaires identifiés par le SCOT de la région urbaine de Grenoble, ou à proximité immédiate.
---	--	--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indiquée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas sur la zone humide des abords de la Cumane cartographiée dans le cadre de l'inventaire des zones humides du CEN-Isère, ni à proximité immédiate.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques), Site classé ou projet de site classé ? Site inscrit ?		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indiquée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas à l'intérieur, ni à proximité immédiate du Périmètre de protection modifié (PPM) : <ul style="list-style-type: none"> - du site classé du clocher de l'église paroissiale, protégé au titre des Monuments historiques depuis le 28 octobre 1926, - du site classé de la maison dite

			« Bateau Ivre » qui fait l'objet d'une inscription au titre des Monuments historiques depuis le 14 septembre 2007.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapproché, éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Néant.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		Un bilan besoin/ressource, réalisé en 2005, a mis en évidence que les capacités de production de Saint-Marcellin seront suffisantes pour faire face à des situations critiques (étiage sévère des captages) à horizon 2025. En outre, une étude est en cours de finalisation par le cabinet Alpétudes en vue de mesurer l'impact du développement à dominante résidentielle et à dominante économique. L'avancement de l'étude montre que la capacité de production et la

			qualité de l'eau potable seront maintenus pour répondre aux besoins liés à l'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Compte-tenu de l'emprise limitée de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique ouverte à l'urbanisation (2,4 ha), il n'existe pas de risque de conflit d'usage.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		<p>En 2014, la somme des charges entrantes était de 14 100 EH pour une capacité nominale de 34 515 EH. La STEP est donc en capacité de recevoir les effluents des nouveaux habitants et de nouvelles activités à horizon 2030.</p> <p>Concernant les réseaux d'assainissement, ceux-ci sont présents à proximité de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique ouverte à l'urbanisation.</p> <p><i>NB : une étude est en cours de finalisation par le cabinet Alpétudes qui confirme que la capacité du système d'assainissement est suffisante. Le zonage d'assainissement EU / EP est en cours de finalisation et sera intégré en annexe du PLU en cours de révision.</i></p>

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas à proximité immédiate de l'un des quatre

			sites BASOL identifiés sur la commune.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas à proximité immédiate du site identifié par la base de données BASIAS.

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?		Non	Une carte d'aléas reprenant l'ensemble de ces risques naturels est disponible pour la commune (carte réalisée en 2005, en cours d'actualisation par RTM). L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas sur un secteur concerné par des aléas naturels. La zone AU qui sera ouverte à l'urbanisation n'est pas non plus concerné par des risques technologiques.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>)		Non	La commune n'est pas concernée par un PPR ou un PPRT.

approuvés ou en cours d'élaboration ?			
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		Non	L'ouverture à l'urbanisation de la zone à urbaniser non indicée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes ne se situe pas dans la zone de bruit des voies routières sont classées au titre de la loi sur le bruit (RD1092, A49, RD27 et RD518), ni dans la zone affectée par le bruit de la voie ferrée (axe Valence à Moirans). Elle ne situe pas non plus à proximité immédiate de l'une des deux lignes à haute tension de 63KV traversant la commune.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	Cf. supra

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	Oui		La commune est concernée par le PPA de Grenoble , révisé en février 2014. Conformément au PPA, le projet de Modification n°1 du PLU prévoit de prendre en compte les nuisances et contraintes liées à la pollution.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Sans objet

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal	
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure de Modification n°1 du PLU	Oui
Autre	Dossier du modification n°1 du PLU	Oui